



Assemblée générale

Distr. générale
16 octobre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Points 91 e), 98, 102 et 104 de l'ordre du jour

Questions de politique macroéconomique : crise de la dette extérieure et développement

Mise en oeuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006)

Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement

Lettre datée du 13 octobre 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint un document intitulé « Contribution de l'Italie à l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés » (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, au titre des points 91 e), 98, 102 et 104 de son ordre du jour, et en tant que contribution au dialogue de haut niveau visé dans la résolution 57/250 de l'Assemblée.

L'Ambassadeur,
(Signé) Marcello Spatafora



**Annexe à la lettre datée du 13 octobre 2003, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Contribution de l'Italie à l'Initiative renforcée
en faveur des PPTE**

L'Initiative en faveur des PPTE

Le Gouvernement italien appuie résolument l'Initiative renforcée en faveur des PPTE. Il a donc décidé de son propre chef d'accorder aux PPTE des mesures supplémentaires d'allègement de la dette qui vont au-delà des conditions convenues lors du Sommet du G-8 à Cologne en 1999, le but étant de permettre à ces pays de mobiliser des ressources financières accrues pour vaincre la pauvreté, conformément aux objectifs de développement du Millénaire.

En premier lieu, l'Italie a décidé d'annuler à concurrence de 100 % les créances commerciales antérieures à la date butoir (c'est-à-dire la dette non susceptible d'annulation), cette mesure s'ajoutant à l'annulation de 100 % des créances publiques postérieures à la date butoir, comme décidé à Cologne. L'Italie est donc à l'avant-garde dans ce domaine.

En outre, l'Initiative renforcée en faveur des PPTE prévoit l'annulation de 90 % de la dette antérieure à la date butoir (c'est-à-dire de la dette restructurable). L'Italie fait mieux que cela, puisqu'elle annule 100 % (et non 90 %) de la dette à compter du premier accord sur l'allègement provisoire de la dette (c'est-à-dire une fois que le point de décision est atteint); le reste de la dette est annulé au « point d'achèvement ». Il s'ensuit que les PPTE cessent d'assurer le service de leur dette envers l'Italie dès qu'ils ont atteint le « point de décision ».

L'engagement de l'Italie dans le cadre de l'Initiative renforcée et au-delà peut se récapituler comme suit :

- Annulation au « point de décision » de 100 % (et non 90 % seulement) des paiements au titre du service de la dette pour les créances commerciales et les créances publiques (antérieures et postérieures à la date butoir);
- Annulation au « point d'achèvement » de 100 % (et non 90 % seulement) des créances publiques (antérieures et postérieures à la date butoir);
- Annulation au « point d'achèvement » de 100 % (et non 90 % seulement) des créances commerciales (antérieures et postérieures à la date butoir).

Dans un avenir proche, l'Italie s'engage à *annuler un montant supplémentaire de 3 milliards de dollars* de créances des PPTE s'ajoutant au montant de 1,6 milliard de dollars déjà annulé, ce qui porte le montant total des créances annulées à près de 4,5 milliards de dollars. Sur ce total de 4,5 milliards de dollars, *un montant de près de un milliard de dollars* correspond aux mesures supplémentaires d'allègement de la dette accordées au-delà de l'Initiative renforcée.

Engagement de l'Italie dans le cadre du G-7/G-8

Lors du sommet du G-8 tenu à Évian en juin 2003, l'Italie a réaffirmé ses engagements :

- Appliquer l'Initiative PPTE, tout en demandant au FMI et à la Banque mondiale de déterminer les obstacles qui empêchent les pays admissibles de bénéficier d'une remise de la dette, et de proposer des mesures pour y remédier;
- Engager tous les créanciers (entités publiques et commerciales) à participer à l'Initiative PPTE;
- Suivre les besoins financiers du Fonds fiduciaire PPTE;
- Veiller à la viabilité de la dette dans les PPTE exposés à des chocs exogènes, même une fois atteint le « point d'achèvement »;
- Encourager les autres membres du G-7/G-8 à annuler 100 % de la dette des PPTE antérieure et postérieure à la date butoir;
- Veiller à ce que les apports complémentaires soient destinés exclusivement aux pays pauvres endettés qui, au point d'achèvement, ont encore des problèmes de viabilité de la dette;
- Appliquer la « démarche d'Evian » qui, après les PPTE, invite à prêter attention aux pays exclusivement IDA. Ces derniers sont tout aussi pauvres que les PPTE mais, leur dette ayant été déclarée viable par les institutions financières internationales, ils ne peuvent prétendre à bénéficier de l'Initiative en faveur des PPTE;
- Soutenir la mise en place de nouveaux mécanismes de restructuration de la dette pour les pays confrontés à une crise financière temporaire.

Application par l'Italie de l'Initiative PPTE renforcée

À l'heure actuelle, l'application par l'Italie de l'Initiative PPTE renforcée peut se récapituler comme suit :

Accords multilatéraux

- Depuis le début de 2000, l'Italie a signé 25 accords multilatéraux : 17 sont des accords d'allègement provisoire de la dette; 8 sont des accords d'annulation définitive de la dette admissible. Cinq autres accords ont été conclus avec des PPTE qui bénéficiaient de mesures d'allègement de la dette antérieures à l'Initiative PPTE.

Accords bilatéraux

- D'octobre 2001 à septembre 2003, l'Italie a signé 25 accords bilatéraux avec des PPTE :
 - Quatorze accords bilatéraux relatifs à un allègement provisoire de la dette;
 - Quatre accords bilatéraux avec des pays bénéficiant de mesures antérieures à l'Initiative PPTE;
 - Sept accords bilatéraux relatifs à une annulation définitive de la dette.

Échange de créances

D'après les données les plus récentes du Club de Paris, l'Italie a été le membre le plus actif pendant les années 2000-2002 en ce qui concerne les accords de conversion de créances publiques.

Annexe

Mesures d'annulation de la dette par l'Italie (octobre 2001-septembre 2003)

Mesures d'annulation de la dette par l'Italie (octobre 2001-septembre 2003)

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Date</i>	<i>Dernier accord multilatéral au Club de Paris</i>	<i>Montant total de la dette annulée par le Club de Paris</i>	<i>Montant de la dette annulée dans le cadre des accords bilatéraux</i>		
			<i>Dollars É.-U.</i>	<i>Dollars É.-U.</i>	<i>Euros</i>	<i>Pourcentage</i>
Bénin	8/10/02	24/10/00	5 240 000	2 610 000	2 660 000	44,3
Bolivie	3/6/02	10/7/01	685 000 000	69 850 000	74 250 000	10,2
Burkina Faso	12/11/02	24/10/00	1 450 000	450 000	510 000	31,0
Burkina Faso	11/3/03	20/6/02	39 000 000	12 840 000	11 850 000	32,8
Cameroun	23/10/02	24/1/01	1 300 000 000	49 700 000	51 050 000	3,8
Éthiopie	5/6/02	5/4/01	130 000 000	10 310 000	10 990 000	7,9
Éthiopie	21/3/03	18/4/02	35 000 000	25 440 000	23 520 000	72,7
Ghana	12/12/02	16/5/02	160 000 000	5 120 000	5 810 000	3,2
Guinée-Bissau	21/3/03	26/1/01	141 000 000	94 170 000	89 070 000	66,8
Guinée Conakry	22/10/01	15/5/01	151 000 000	15 930 000	17 870 000	10,5
Malawi	17/6/02	25/1/01	71 000 000	230 000	260 000	0,3
Mali	23/10/02	25/10/00	3 870 000	30 000	30 000	0,8
Mali	4/9/03	12/3/03	155 000 000	1 050 000	980 000	0,7
Mauritanie	24/10/02	16/3/00	99 000 000	80 000	90 000	0,1
Mauritanie	24/10/02	8/7/02	203 000 000	220 000	250 000	0,1
Mozambique	11/6/02	17/11/01	2 234 000 000	525 300 000	557 300	23,5
Ouganda	17/4/02	12/9/00	147 000 000	126 750 000	142 790 000	86,2
République démocratique du Congo ¹	25/4/03	13/9/02	4 640 000 000	403 550 000	370 400 000	8,7
Sénégal	25/11/02	24/10/00	22 000 000	6 530 000	7 230 000	29,7
Sierra Leone	22/3/02	16/10/01	22 000 000	4 860 000	5 530 000	22,1
Sierra Leone ²	11/3/03	10/7/02	—	16 610 000	15 410 000	0
Tanzanie	10/1/02	14/4/00	711 000 000	45 100 000	50 480 000	6,3
Tanzanie	18/10/02	17/1/02	973 000 000	132 800 000	136 410 000	13,6
Tchad	23/9/02	13/6/01	15 000 000	1 850 000	1 890 000	12,3
Viet Nam ³	—	—	—	20 510 000	20 660 000	—
Total			11 943 560 000	1 571 890 000	1 597 290 000	13,2

¹ Accord avec un pays bénéficiant de mesures antérieures à l'Initiative PPTE, suivant les « conditions de Naples » : annulation de 67 % de la dette et rééchelonnement du montant restant (441 360 000 dollars/405 010 000 euros).

² Le montant total de la dette qui a fait l'objet d'un rééchelonnement par le Club de Paris n'est pas disponible; il s'agit d'un avenant à l'accord précédent daté du 16 octobre 2001.

³ Annulation partielle des créances publiques conformément à l'article 5 de la loi 209/00 (catastrophes naturelles et crises humanitaires graves).